

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

#### ***l'Acheteur***

Ministère en charge des Transports \_ Direction Interdépartementale des Routes EST

#### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est

#### ***Objet du marché***

Dispositif de maintien hors gel d'une conduite d'alimentation d'eau du réseau de défense incendie du tunnel de Bois de Peu sur la Voie des Mercureaux

Le présent CCATP comporte 2 annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
1-9. Ordres de service.....	11
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...</b>	<b>12</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-3. Variation dans les prix.....	13
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	14
3-5 . Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	15
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>15</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	15
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	15
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	16
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	17
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>17</b>
5-1. Retenue de garantie.....	17
5-2. Avances.....	17

<b>ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>18</b>
7-1. Mise en place du marché.....	18
7-2. Programme d'exécution des prestations.....	18
7-3. Conditions d'exécution.....	18
7-4. Conditions d'intervention.....	20
7-5. Formation.....	21
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	21
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>23</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	23
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	24
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	24
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	26
8-6. Registre de chantier.....	26
8-7. Exigences techniques à prendre en compte pour la réalisation des prestations.....	27
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES , ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>28</b>
9-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	28
9-2. Admission.....	28
9-3. Garantie(s).....	28
<b>ARTICLE 10. RESILIATION.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>29</b>
11-1. Contexte général de l'opération.....	29
11-2. Implantation de l'ouvrage.....	30
11-3. Caractéristiques actuelles de l'ouvrage et de l'équipement.....	30
11-4. Caractéristiques souhaitées de l'ouvrage et de l'équipement.....	31
<b>ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>32</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture et la mise en place d'un dispositif de maintien hors gel d'une conduite d'alimentation d'eau du réseau de défense incendie du tunnel de Bois de Peu sur la Voie des Mercureaux en remplacement du dispositif existant

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : RN 57 dans le département du Doubs sur la voie des Mercureaux.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

L'opération se conforme aux normes et à la réglementation en vigueur.

Elle fait notamment référence aux documents suivants (liste non exhaustive) :

- La Circulaire Interministérielle n°2006-20 du 29 mars 2006, relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300 mètres ;
- La Circulaire Interministérielle n°2000-63 du 23 août 2000 (Annexe 2), relative à la sécurité dans les tunnels du réseau routier national ;
- Les dossiers-pilotes relatifs aux tunnels (CETU).

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef du Service Systèmes et Réseaux (SESYR) ou le chef du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI FC) ou leurs représentants pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
  - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-

ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef du SESYR ou le chef du SREI FC ou leurs représentants pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement ( destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (eux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le destinataire

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG, le délai d'exécution comprend une période de préparation et une période d'exécution des prestations dont les démarrages seront prescrits par ordre de service.

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

La prestation étant unique, il n'y a pas lieu de faire une décomposition par tranche ou lot.

### **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP

#### **1-6.2.** Sites sensibles et visite de site

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler sur la voie des Mercureaux qu'après y avoir été dûment autorisés par le CISGT VAUBAN.

La demande d'intervention devra être faite chaque jour par appel téléphonique au CISGT Vauban, le nombre de personnels et d'engins présents devant être précisé au moment de cette demande.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services aient jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Chaque candidat devra se rendre compte sur place lors de la visite obligatoire de l'état des lieux et des matériels présents, de la configuration des lieux et des contraintes qui en découlent et des sujétions qu'il peut entraîner, des possibilités d'accès, et des travaux exécutés.

L'entrepreneur ne sera pas admis à fournir de réclamations sur ces points, la rencontre de difficultés appréhendées dans l'offre ne modifiera pas ses obligations et n'atténuera pas ses responsabilités, qui demeurent entières dans l'exécution des travaux.

L'utilisation éventuelle d'une nacelle ou plate-forme est à la charge du titulaire.

### **1-6.3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

### **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-8. Dispositions générales**

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

#### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### 1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

#### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4.** Sous-traitance

Les dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du CCP s'appliquent de plein droit.

La sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Dans les deux cas de figure, le titulaire ne peut pas faire exécuter la totalité des prestations objets du marché par des sous-traitants.

#### **La sous-traitance pour les fournitures n'est pas autorisée.**

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra indiquer le montant maximal des prestations qu'il entend lui confier. Ce montant doit être strictement inférieur au montant des prestations déterminé dans sa proposition financière.

● **Demande au moment du dépôt de l'offre :**

Le soumissionnaire devra joindre au dossier, un DC4 pour chaque sous-traitant, mentionnant la nature des prestations qu'il entend lui confier ainsi que le montant maximal des prestations sous-traitées.

Ce montant maximal devra être impérativement strictement inférieur au montant du marché ou du détail estimatif de l'offre du titulaire.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

● **Demande en cours de marché :**

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante :

[pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr)

La signature électronique conforme eIDAS plus rapide est fortement recommandée.

Si la signature est manuscrite non scannée sur le document au format papier, le DC4 doit être envoyé à l'adresse ci-dessous :

**Direction Interdépartementale des Routes Est**

**BGAM – Filière gestion administrative des marchés**

**10-16 Promenade des Canaux**

**BP 82120**

**54021 NANCY Cedex**

L'identité des signataires pouvant engager leur société doit être indiquée.

La combinaison signature manuscrite et signature électronique n'est pas autorisée.

**1-8.5.** Réalisation de prestations similaires

Il est demandé au prestataire de fournir la liste de prestations similaires qu'il a pu réaliser.

**1-8.6.** Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément aux articles 7, 16.2, 20 et 21.1 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces prescriptions sont les suivantes : l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour éviter toute pollution et en particulier prévoir des mesures permettant la récupération des éléments issus de la dépose de l'équipement sans préjudice pour le milieu naturel.

L'entreprise doit laisser le site propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux. Elle assure à sa charge l'évacuation des éléments déposés et de ses propres déchets vers les filières adaptées : le mémoire de l'entreprise devant expliciter ce point.

Elle devra aussi prévoir de limiter les émissions de GES en utilisant les véhicules les moins émetteurs possibles au titre de la présente mission.

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (**daté et signé numériquement conforme eIDAS par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles;
- La liste des Prix (LP) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les avenants
- Le bordereau de visite de site à signer par l'entreprise et par le représentant du Maître d'Ouvrage;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de fournitures et services en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

Les pièces non-contractuelles du marché utiles au jugement des offres sont les suivantes :

- Le Document Quantitatif et Estimatif (DQE)
- Le mémoire technique

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

### **3-2.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### 3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises obligatoirement par voie dématérialisée.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas cette obligation légale, la demande de paiement sera rejetée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La dématérialisation des factures avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne et le dépôt de la facture.

Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Un abonnement préalable **à l'espace « factures émises » dans Chorus Pro** (un temps de validation à cet espace est requis depuis les données de votre compte) est nécessaire.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les codes suivants :

**Cadre de facturation** A1 Dépôt par un fournisseur d'une facture

**Destinataire** : Siret de l'Etat 11000201100044

**Code du service exécutant** : CGFB200067

**Numéro de l'Engagement Juridique (EJ)** : indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par 15xxxxxxxx

### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues, avances et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui du mois de remise des offres finales.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

TP10b : Canalisations sans fourniture de tuyaux

Il est publié sur le site internet de l'INSEE et sur le bulletin officiel du ministère de l'économie et des finances.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix( $m_0$ ) ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5 . Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau.

Elles ne peuvent pas changer l'objet du marché ni le modifier substantiellement.  
Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Ouvrage.  
Conformément à l'article 23.3 du CCAG, dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des prestations**

En l'absence de la décision de l'Acheteur, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un avenant préalable du maître d'ouvrage.  
Cet avenant précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.  
Le maître d'ouvrage fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.  
Les prestations qui seront exécutées au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

En application de l'article 14.1.2 du CCAG, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

#### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à constat par le Maître d'Ouvrage du retard.

La pénalité journalière pour retard d'exécution est fixée à 1000 €.

#### **4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à constat par le Maître d'Ouvrage du retard et sans mise en demeure préalable.

Pour chaque retard d'intervention constaté par le représentant de l'acheteur, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-3.2.** Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de dépassement de la durée d'intervention et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-3.3.** Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

#### **4-3.5.** Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-3.6.** Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

#### **4-3.7.** Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

#### **4-3.8.** Clauses sociales

Sans objet.

#### **4-3.9** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €

#### **4-3.10** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

#### **4-3.11.** Pénalités pour non respect des clauses environnementales

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 1-8.6.2 du présent CCATP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le Maître d'Ouvrage et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG Services

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose

respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Mise en place du marché**

*Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la mise en place sont précisées à l'article 7-6 ci-après.*

### **7-2. Programme d'exécution des prestations**

cf paragraphe 8-1 du présent CCATP.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

Le titulaire ne peut intervenir sur site sans autorisation de l'Exploitant.

Les intervenants sont soumis aux règles de sécurité imposées par la DIR Est. Celles-ci seront présentées au titulaire après la notification du marché.

Les personnels et les véhicules seront équipés de manière à être bien signalés sur la chaussée et identifiables par les usagers et l'exploitant.

Le port d'équipements de protection individuelle (EPI) est obligatoire : à minima un EPI de Classe 3, en parfait état et propre, de manière à garantir la correcte visibilité par les usagers et l'exploitant, et des chaussures de sécurité.

Conformément au guide du chef de chantier et à la 8e partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, les véhicules d'intervention doivent être de type 2. Ils sont équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours.

Les consignations électriques seront réalisées par les Techniciens du CISGT Vauban

#### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Les dispositions prévues sont décrites à l'article 8.4 du présent CCATP

**7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

**7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La mise en place, la maintenance et l'enlèvement de la signalisation temporaire de chantier n'est pas à la charge de l'entreprise et sera réalisée par la DIR Est.

Toutefois, le déplacement éventuel de la signalisation mise en place, si elle est déplacée par l'entreprise devra impérativement être remplacée sans délai par cette dernière.

En complément, les travaux se feront sous neutralisation de la voie de droite gérée par la DIR Est

**7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

**7-3.6.** Accès, consignes, personnels et moyens

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

**7-3.7.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

**7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

**A - Prise en charge des installations**

Aucune stipulation particulière.

## **B - Restitution des installations**

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle de tout expert retenu par l'acheteur.

## **C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

### **7-3.9. Documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation définitive et ses éventuels rectificatifs rédigés en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

### **7-3.10. Revendications des tiers**

Sans objet.

## **7-4. Conditions d'intervention**

### **7-4.1 . Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Sans objet.

### **7-4 . 2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-4 . 3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

### **7-4 . 4. Piquetage général**

Si il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

### **7-4 . 5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :  
canalisation réseau incendie.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application

du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **7-5. Formation**

Le titulaire assure la formation du personnel de l'acheteur chargé d'utiliser, d'exploiter et d'assurer la maintenance.

Pour ce faire il met à la disposition de l'acheteur un(des) formateur(s) compétent(s), dont le coût est compris dans le montant du marché, et dans les conditions définies ci-après : réalisation d'une formation d'une demi-journée intégrant la préparation et la mise à disposition d'un support de formation intégrant les consignes et protocoles de maintenance du dispositif chauffant mis en œuvre.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

### **7-6.1. Dispositions à prendre pendant la mise en place du marché dans les locaux ou dépendances de l'acheteur.**

#### **A - Informations préalables à l'inspection commune des lieux de travail**

Dans un délai de 10 jours à compter du début de la mise en place du marché, le titulaire transmet par écrit au chef de l'entreprise utilisatrice :

- La date de leur première intervention sur le site ;
- La durée prévisible de leur intervention ;
- Le nom et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention sur le site ;
- Les noms de tous les sous-traitants ainsi que l'identification des prestations sous-traitées
- Le nombre prévisible de salariés affectés aux prestations se déroulant sur le site, y compris ceux des sous-traitants ;
- Le nombre total prévisible d'heures de travail pour réaliser ces prestations, y compris les sous-traitants ;
- Le nom et lieu de travail des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque entreprise extérieure ;

#### **B - Inspection préalable des lieux de travail - Analyse des risques**

A l'initiative du chef de l'entreprise utilisatrice, il est procédé à une inspection commune des lieux de travail conformément aux articles R.4512-2 à 5 du Code du Travail.

Le chef de l'entreprise utilisatrice communique au titulaire les consignes de sécurité applicables aux prestations et concernant le personnel du titulaire.

Les chefs d'entreprises se communiquent toutes les informations nécessaires à la prévention des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

Le même jour, à l'issue de cette inspection et au vu des informations communiquées, les chefs d'entreprises procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels.

### **C - Plan de prévention**

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention sera établi par les chefs d'entreprises si l'une au moins des conditions suivantes est remplie :

- les travaux d'exécution figurent sur la liste des travaux dangereux fixée par l'arrêté du 19 mars 1993 ;
- le volume prévisionnel d'heures de travail nécessaires à l'exécution des prestations sur le site est supérieur ou égal à 400 heures sur une période égale au plus à 12 mois ;
- l'analyse préalable prévue au B du présent article a révélé l'existence de risques ;

## **7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site**

**A -** Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

**B -** Si un plan de prévention a été établi à l'issue de la mise en place du marché, les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan de prévention.

A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieurs convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Dans le cas contraire, les chefs d'entreprises extérieures sont tenus de se conformer aux consignes de sécurité qui leurs ont été communiquées par le chef d'entreprise utilisatrice.

Par ailleurs, en application de l'article R.4512-7 du Code du Travail, s'il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures, le titulaire en informe le représentant de l'acheteur ainsi que le chef de l'entreprise utilisatrice.

Un plan de prévention est aussitôt établi par les chefs d'entreprises, ils mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan ainsi que celles des articles R.4513-1 à 4 du Code du Travail.

**C -** Le chef d'entreprise extérieur informe le chef d'entreprise utilisateur de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au **A** du présent article.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'ouvrage dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme des études d'exécution, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation soit à la limite de la date de fin de cette période ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation soit à la limite de la date de fin de cette période .

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Établissement et remise au maître d'ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCATP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation soit à la limite de la date de fin de cette période.
- Établissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

**Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'ouvrage et des récépissés des seules DICT indispensables au début des prestations.**

### **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des

travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'ouvrage sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des prestations.

### **8-3. Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

En sus des stipulations du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

- Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux: plateforme technique de Bois de Peu et parking du Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté.
- Les installations, matériels, fluides et énergie, ci-après désignés, sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux : sans objet
- L'établissement et l'entretien des installations suivantes sont pris en charge par le maître d'ouvrage : sans objet

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

sans objet.

#### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) et surveillance médicale des salariés**

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par

tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

## **D - Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

## **E - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Les prescriptions sont décrites à l'article 7.3.4 du présent CCAP.

### **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Compte tenu de l'objet de la canalisation faisant l'objet de travaux, le titulaire du marché devra prendre en compte que la défense incendie du tunnel de Bois de Peu devra être assurée en permanence .

### **8-4.6. Démolition de constructions**

sans objet

### **8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux**

L'emploi des explosifs est interdit.

### **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières ci-après sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par l'exécution des prestations.

La circulation sur la voie des Mercureaux sera laissée libre sur la voie rapide et l'entreprise devra accéder au chantier en s'insérant dans la voie de droite qui sera neutralisée.

En cas de dégradation des voies , de la BAU ou des glissières, le titulaire du marché supportera seul la charge des contributions ou réparations.

## **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

## **8-6. Registre de chantier**

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'ouvrage dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques. Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de

tous les intervenants autorisés. Lorsque les documents particuliers du marché le prévoient, le registre de chantier peut prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administrée par le maître d'ouvrage, sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet.

Les documents particuliers du marché précisent les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de cette plateforme.

## **8-7. Exigences techniques à prendre en compte pour la réalisation des prestations**

Pour réaliser les prestations sur site, le Titulaire aura à sa charge :

- L'amenée et l'utilisation d'une ou plusieurs nacelles permettant la réalisation des travaux en sécurité dans le respect des règles d'utilisation des nacelles élévatrices (code du travail article R4534-98)
- L'analyse technique des différents équipements composant l'installation (câbles, chemins de câbles, ruban chauffant, témoins lumineux, boîtes de dérivation, thermostat.) en vue d'apprécier l'opportunité de leur maintien, réparation ou remplacement, avec l'analyse de leur conformité aux normes en vigueur et aux règlements d'hygiène et de sécurité.
- L'analyse technique pour l'installation d'une solution de « secours » qui prend le relai de manière la plus aisée possible pour l'exploitant de la solution principale en cas de panne
- L'analyse et la conformité électrique des équipements de l'installation
- L'analyse et la conformité électrique des équipements électriques des locaux technique (armoires NBN5) en lien avec le câble chauffant
- Le recours à des intervenants qualifiés en électricité, automatisme, structure métallique
- Le recours à des intervenants habilités pour le travail en hauteur (avec présence d'un cours d'eau en contrebas) , l'utilisation de matériels de levage, l'exposition au danger électrique
- La rédaction d'un PPSPS
- La dépose de l'ensemble de l'installation
- L'évacuation de l'ensemble des déchets dans les filières adaptées et dans le respect des contraintes environnementales du site liées notamment à la présence du cours d'eau
- La pose de l'ensemble de la nouvelle installation y compris électrique (raccordement / fonctionnement) ainsi que d'un témoin d'état de fonctionnement du dispositif visible depuis la chaussée
- La mise en service et les tests de l'ensemble de l'installation
- La formation du personnel de maintenance DIR Est à l'utilisation et maintenance du système
- La fourniture d'une documentation technique et d'une proposition de maintenance préventive et curative.

**Afin de faire son offre, une visite de site avec le représentant du Maître d'Ouvrage (CISGT) est obligatoire.**

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES , ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **9-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

#### **9-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **9-1.2. Vérifications quantitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de la fin d'exécution des prestations et sont les suivantes : vérification du linéaire de dispositif chauffant mis en œuvre.

#### **9-1.3. Vérifications qualitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de la fin d'exécution des prestations et sont les suivantes : vérification du bon fonctionnement du dispositif chauffant mis en œuvre dans les conditions simulées de gel.

#### **9-1.4. Essais**

cf §9-1.3.

### **9-2. Admission**

En complément des dispositions de l'article 30.1 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dès lors que les vérifications prévues aux articles 9-1.2 et 9-1.3 seront réalisées et validées.

### **9-3. Garantie(s)**

#### **9-3.1. Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

#### **9-3.2. Garantie de suivi de la documentation**

Sans objet.

#### **9-3.3. Garanties particulières**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **9-3.4. Garantie des vices cachés**

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du Code civil.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES**

### **11-1. Contexte général de l'opération**

La voie des Mercureaux fait partie du réseau routier national exploité par la DIR Est représentée par le Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI FC). En tant qu'exploitant de la RN57 dans le Doubs, le SREI FC assure l'entretien et l'exploitation de la voie des Mercureaux et des deux tunnels qui la composent.

#### **Le CISGT Vauban :**

- assure la surveillance et la maintenance de la voie des Mercureaux
- organise la maintenance préventive et curative des équipements d'exploitation
- accueille le PC Trafic dont le rôle est de collecter, traiter et redistribuer toute l'information liée à l'exploitation
- assure la surveillance permanente de l'écoulement du trafic 24h/7j, déclenche et

coordonne les opérations de secours, renseigne la base informatique de données, dont l'info trafic en temps réel.

**Le Service systèmes et réseaux (SeSyR)** organise et coordonne l'administration des systèmes et réseaux de l'ensemble des tunnels de la DIR Est.

Le CISGT Vauban représentant le Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté exploite et entretient les 2 tunnels de la voie des Mercureaux.

Il exploite en particulier le tunnel « Bois de Peu ».

L'eau utilisée pour la défense incendie du tunnel de Bois de Peu est acheminée depuis un bassin situé dans la partie dite « du Vallon » de la voie des Mercureaux.

L'écoulement de l'eau se fait en gravitaire depuis ce bassin.

Compte tenu de la présence de l'OA 6.1, la conduite passe en encorbellement au niveau de cet ouvrage et nécessite de disposer d'un équipement permettant la mise hors gel de cette canalisation.

L'absence de mise hors gel correspond à une des conditions minimales d'exploitation du tunnel et donne lieu à des mesures d'exploitation allant jusqu'à la fermeture de l'accès à la voie des Mercureaux.

Cette conduite est par conséquent équipée d'un Ruban Chauffant afin de permettre sa mise hors gel durant la période hivernale.

Compte tenu de pannes désormais récurrentes et d'un équipement qui apparaît obsolète, le CISGT prévoit le remplacement de ce système permettant la mise hors gel de la canalisation évoquée ci-dessus.

## **11-2. Implantation de l'ouvrage**



L'équipement est situé au niveau de l'ouvrage OA6.1 sur la N57, dans le Département du Doubs (25).

## **11-3. Caractéristiques actuelles de l'ouvrage et de l'équipement**

L'ouvrage OA6 supportant la conduite d'eau est situé au PR 16+1200 de la RN57 voie des Mercureaux sur la commune de Fontain 25,

Il a été mis en service en 2011.

#### Dimensions et caractéristiques de la conduite d'eau à traiter :

- Longueur : 78 mètres
- Diamètre extérieur : 275 millimètres
- Positionnée dans un berceau suspendu à l'ouvrage

#### Caractéristique du calorifugeage

- Isolant type pousse PU injecté épaisseur 5cm
- Coque aluminium diamètre 400mm en section de 1 mètre fixé par vis auto-foreuses à empreinte carrée.

#### Caractéristique et alimentation électrique du ruban chauffant

- Tension d'alimentation électrique : 230 Volts
- Disjoncteur différentiel dédié : 300mA Schneider DT 40 Acti 9 C10 Réf A9P22610
- Armoire électrique concernée : NBN5 (niche Bois de Peu Nord 5)
- Câble d'alimentation : R2V 3G2.5mm<sup>2</sup> M/B/VJ

#### Conditions d'utilisation et préconisations

- Mise hors gel de l'ensemble de la conduite
- Température de consigne : 4°C
- Activation : automatique dès la température de consigne atteinte

### **11-4. Caractéristiques souhaitées de l'ouvrage et de l'équipement**

En complément des éléments cités à l'article 10-3 ci-dessus, il conviendra que

- le dispositif mis en œuvre prévoit la possibilité de contrôle visuel de l'état de l'équipement par exemple par un témoin lumineux visible depuis la chaussée ;
- un dispositif redondant soit mis en œuvre permettant en cas de panne de passer de manière facile du dispositif à son secours.

Il est demandé au soumissionnaire de décrire précisément dans son mémoire technique le type de dispositif chauffant qu'il propose de mettre en œuvre.

Il devra également décrire le dispositif de secours ainsi que le mode opératoire permettant de passer du principal au secours.

Il est aussi demandé que le mémoire puisse expliciter aussi la capacité de calorifugeage théorique en fonction des conditions météorologiques (température extérieure, durée d'exposition à ces températures) en l'absence de fonctionnement du dispositif.

## **ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

### **a) CCAG :**

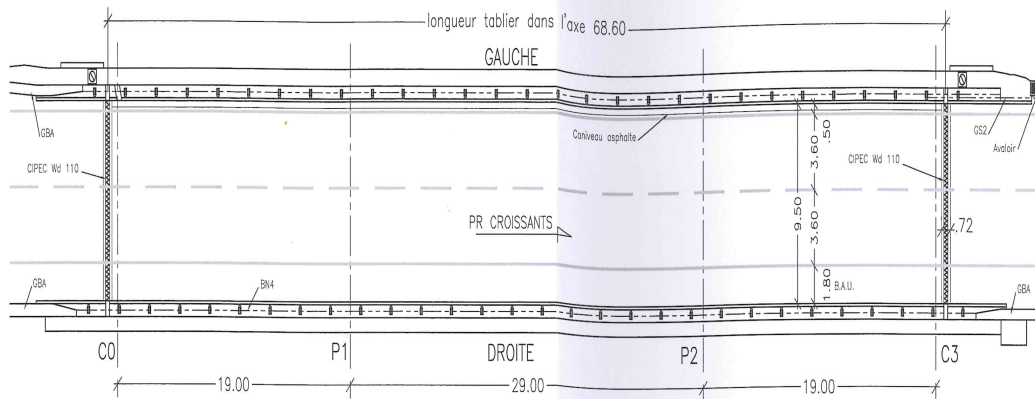
§CCATP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
§CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.1du CCAG
§CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
§CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
§CCATP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
§CCATP 4-2.1	déroge à l'article	14-1.1 du CCAG
§CCATP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
§CCATP 10	déroge à l'article	41.2 du CCAG

## **Annexe 1 au CCATP – Planches photographiques**



# VUE EN PLAN

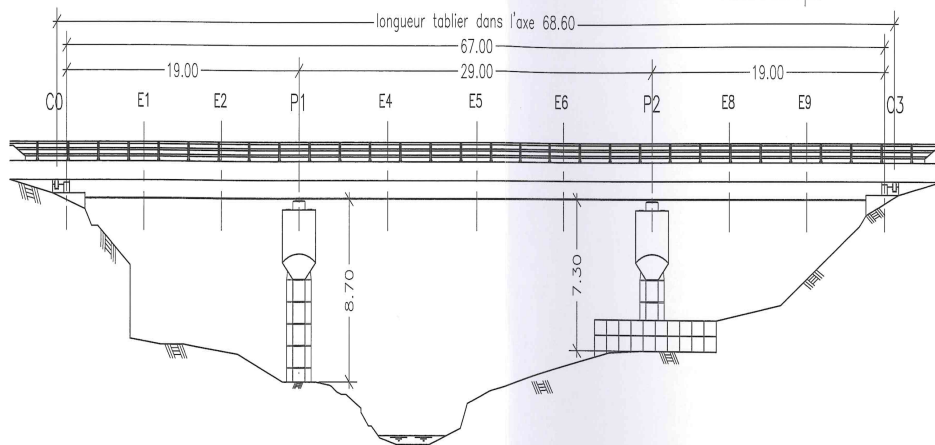
Nota : ouvrage est courbe en réaligné. Les cotes sont données à l'axe longitudinal



Ech: 1/250

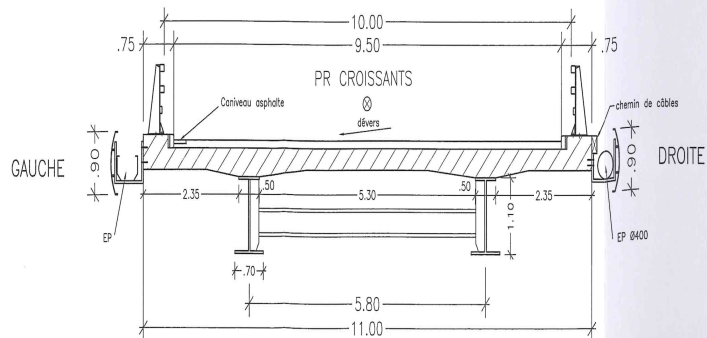
## ELEVATION DROITE


PR CROISSANTS



## COUPE TRANSVERSALE

Ech: 1/75



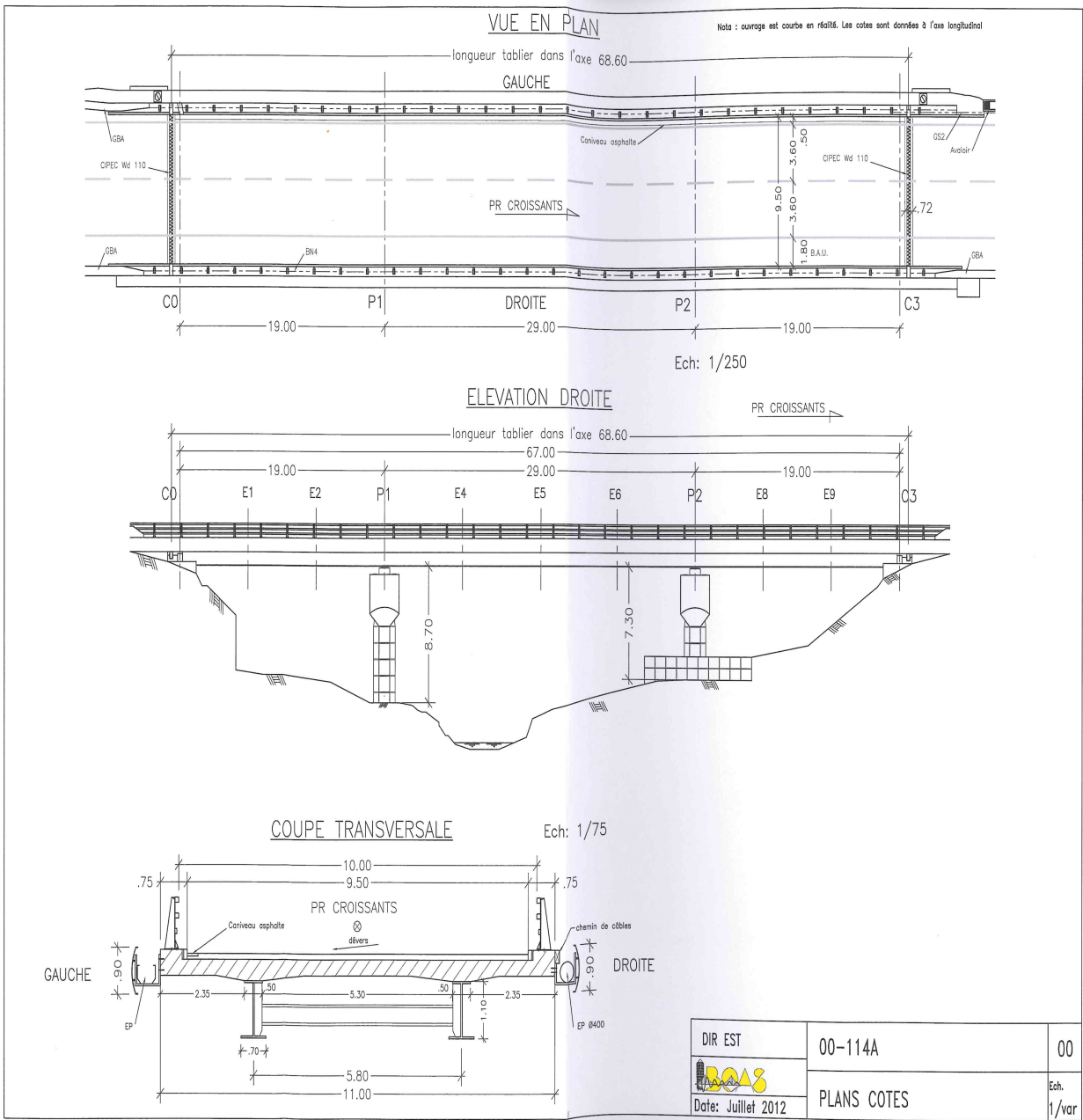
DIR EST	00-114A	00
	PLANS COTES	Ech. 1/var
Date: Juillet 2012		







# Annexe 2 au CCATP – Coupes de l'ouvrage



B	21/08/08	Modifications suivant contrôle externe SIR Metz	D.T.	A.M.
A	27/03/08	Modification Pages de gardes	G.B.	A.M.
O	27/02/08	Etablissement	G.B.	A.M.
Indice	Date	Objet de l'indice	étab. par	vérif. par

2545

